

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, à la convention conclue avec PConWeb et à l'intérêt légitime du SPW de vouloir informer l'ensemble des agriculteurs wallons qui bénéficient de la PAC, vos coordonnées ne seront utilisées, par la direction fonctionnelle et d'appui (DFA) du Service public de Wallonie (D GARNE), qu'en vue de vous envoyer notre magazine 'Les nouvelles de l'Agriculture' et pour réaliser des statistiques anonymes relatives à votre satisfaction du produit ou au profil de nos abonnés. Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing. Ces données de contact seront conservées aussi longtemps que vous n'informez pas nos services de votre volonté de ne plus figurer dans notre base de données, par mail à

infoportail.dgarne@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW Agriculture, DFA, À l'attention de Mme Charlotte Racot, Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR. Aucune de vos données ne sera communiquée à un autre service du SPW ou à des tiers. Vous pouvez également demander à faire rectifier ou effacer vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement aux adresses reprises ci-dessus. Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le portail de la Wallonie. Pour toute question relative à la protection des données, le délégué à la protection des données

du Service public de Wallonie, Thomas LEROY, en assurera le suivi par mail à dpo@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département des Affaires juridiques, À l'attention du Délégué à la protection des données, Thomas LEROY, Place de la Wallonie, 1 à 5100 JAMBES. Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation par mail à contact@apd-gba.be ou par voie postale à l'adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.



LES **NOUVELLES** DE L'AGRICULTURE

#10

SPW | Éditions

TOUT SAVOIR

Agriculture



NOUVEAU BAIL À FERME, NOUVEAUX ÉQUILIBRES

L'ACCÈS AU FONCIER : CLEF DE VOÛTE D'UNE POLITIQUE AGRICOLE EFFICACE

Parce qu'il n'y a pas de développement d'activités économiques liées au secteur primaire sans surface, il n'y a pas d'agriculture sans foncier...

C'est dans ce cadre que la Déclaration de Politique Régionale 2019-2024 a inscrit dans les priorités du Gouvernement wallon l'amélioration de l'accès au foncier agricole, en particulier pour les jeunes.

Quelques mois avant l'adoption de cette déclaration, le Parlement wallon a voté à la quasi unanimité le décret modifiant diverses législations en matière de bail à ferme. Dans ce contexte de réforme, je me réjouis de profiter de ce nouvel élan pour œuvrer vers cet objectif de facilitation de l'accès au foncier.

L'agriculture est l'une des richesses économiques de la Wallonie, aussi il me semble aujourd'hui crucial de s'inscrire dans une politique agricole respectueuse des agriculteurs et des propriétaires fonciers. Cette nouvelle législation veut rendre le bail à ferme plus attractif en favorisant des relations contractuelles saines et durables par le biais d'un dialogue constructif. Ce texte remet les liens humains au centre du contrat en vue de rétablir la confiance et d'instaurer un équilibre entre projet économique et gestion de patrimoine.

Concomitamment à cette réforme, l'Observatoire du foncier agricole voit son champ d'application élargi aux baux à ferme, aux acquisitions, aux échanges, aux apports en sociétés et aux donations. Ces données permettront une visibilité accrue sur l'état du foncier wallon.

Un bail à ferme actualisé, une meilleure connaissance de l'état du foncier grâce à l'Observatoire du foncier agricole... La Wallonie est à la manœuvre ; elle se dote d'instruments performants au service d'une politique volontariste. Certes, la nouvelle législation devra vivre ses « maladies de jeunesse », mais elle participera à la mise en œuvre d'actions en cohérence avec les réalités du monde rural actuel. Le 10^e numéro des « Nouvelles de l'Agriculture » dresse un premier portrait de ces évolutions.

Bonne lecture,

Willy Borsus

Ministre wallon de l'Agriculture

LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°10 – 2^e semestre 2019

Les Éditions du SPW

Magazine d'information semestriel
de l'agriculture
Édité par le SPW Agriculture – DFA
CREA
Îlot St Luc
Chaussée de Louvain 14
5000 NAMUR
Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

Le présent document a une valeur
indicative et ne préjuge en rien de
l'application des législations en la
matière.

Éditeur responsable :
Brieuc Quévy, Directeur général

Photos :
Jean-Louis Wertz

Conception graphique et édition :
Twogether

Transposition en langue allemande :
Irmgard Drese



TOUT SAVOIR SUR LE NOUVEAU BAIL À FERME

p. 4-6

« LE NOUVEAU BAIL À FERME, C'EST PLUS DE TRANSPARENCE ET PLUS D'ÉQUILIBRE »

p. 7-8

L'OBSERVATOIRE DU FONCIER AGRICOLE ÉTEND SON CHAMP D'ACTION

p. 9-11

L'AMÉNAGEMENT FONCIER OUTIL D'AMÉNAGEMENT DURABLE

p. 12-13

D'UNE CRÊTE DE BERGE À L'AUTRE, C'EST PROTÉGÉ DÉSORMAIS...

p. 14-15

MIEUX VIVRE ENSEMBLE MALGRÉ LES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

p. 16

MIEUX VIVRE AUJOURD'HUI AVEC « MANGER DEMAIN »

p. 17

BRÈVES

p. 18

CALENDRIER 1^{er} SEMESTRE 2020

p. 19

n° vert 1718 – www.wallonie.be



TOUT SAVOIR SUR LE NOUVEAU BAIL À FERME

Mille neuf cent soixante-neuf... Eddy Merckx gagne son premier tour de France... Au même moment, l'homme met le pied sur la lune... Et le ministre national de l'Agriculture met la dernière main à une législation qui fera date dans le monde agricole : la loi coordonnant l'ensemble des dispositions spécifiques sur le bail à ferme. Elle encadre notamment la pratique ancestrale de l'oralité des baux.

À l'époque, la loi se veut protectrice de l'exploitant et la jurisprudence suit la même voie. Ce texte est légèrement revu en 1988, tout en maintenant cette ligne directrice.

En trente ans, les réalités de terrain ont évolué, et la réglementation n'est plus en phase avec les attentes des protagonistes. Elle est depuis plusieurs années sujette à de nombreuses critiques. Les propriétaires se sentent dépossédés de leurs terres et les agriculteurs éprouvent des difficultés à accéder au foncier.

Aussi, à la faveur du transfert récent aux Régions de la compétence « bail à ferme », Monsieur René Collin, alors ministre wallon de l'Agriculture, a souhaité moderniser cette législation. Un texte a été élaboré en concertation avec les acteurs de terrain, notamment des représentants du monde agricole, des propriétaires privés ou publics ainsi que des associations environnementales.

Concrètement, la réforme modifie quatre textes légaux :

- la loi du 4 novembre 1969. Elle a été amendée en profondeur sur certains aspects tels que l'oralité des baux et leur caractère perpétuel. Deux nouveaux types de baux ont également été prévus : le bail de courte durée et le bail de fin de carrière.
- le Code wallon de l'Agriculture. La réforme a élargi le champ d'application de la notification à l'Observatoire du foncier agricole aux baux à ferme.
- le décret du 20 octobre 2016 et la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages. L'ensemble des dispositions relatives aux fermages (calcul et majorations) est dorénavant rassemblé dans ce décret de 2016.
- le code des droits de succession et le code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Un système d'abattement des droits de succession et des droits de donation est prévu dans le but de favoriser la



LA RÉFORME EN 10 POINTS CLEFS

1

BAUX ÉCRITS

Alors que la loi de 1969 permettait l'oralité des baux – avec toutes les erreurs d'interprétation que cela risquait d'engendrer – la nouvelle législation consacre la forme écrite de ce type de contrat. Désormais un bail doit être écrit et enregistré, ce qui officialise une date de début et de fin du contrat. Le bail comporte au minimum les éléments suivants : identité des parties, date de prise de cours, durée et type de bail, données cadastrales des parcelles concernées, revenu cadastral non indexé de chaque parcelle et région agricole où elle se situe. De plus chaque nouveau bail doit être notifié à l'Observatoire du foncier agricole (OFA – cf. article dédié en pages 9 à 11.)

2

DURÉE ET TYPES DE BAUX

Un bail à ferme dont ni le bailleur ni le preneur ne voyaient la fin... c'est terminé. Désormais, comme pour la location d'une habitation, des conditions de durée sont imposées. Jusqu'à maintenant, il existait trois types de baux : le bail « classique » de neuf ans renouvelable, le bail de longue durée de minimum 27 ans et le bail de carrière qui prend fin lorsque le preneur atteint l'âge légal de la retraite. Actuellement, le bail classique et le bail de longue durée peuvent être renouvelés par périodes successives de neuf ans, sans limite de temps. À moins d'un congé valable, ces baux continuent donc à courir indéfiniment. La réforme a voulu mettre un terme à cette perpétuité. Pour le bail

classique, elle impose un maximum de trois renouvellements. Un bail classique d'une durée initiale de neuf ans pourra donc durer au maximum 36 ans. Quant au bail de longue durée, après la première période de 27 ans, il pourra bénéficier d'un unique renouvellement de neuf ans. En outre, la réforme prévoit deux nouveaux types de baux : le bail de courte durée et le bail de fin de carrière. Le premier déroge à la durée légale de neuf ans pour l'abaisser à cinq ans dans des cas précis : attente de sortie d'indivision, attente de l'installation d'un descendant du bailleur, attente de la fin des études d'un descendant du bailleur ou maladie grave du propriétaire exploitant. Le second permet aux contractants de poursuivre la location après un bail classique ou de longue durée pour permettre à l'agriculteur d'exploiter le bien jusqu'à sa retraite.

3

ÉTAT DES LIEUX

À partir de l'entrée en vigueur des modifications de la loi, il sera obligatoire, comme pour la location d'un immeuble, de réaliser un état des lieux, éventuellement avec l'aide d'un expert. Cet outil devra reprendre les équipements naturels (éléments du paysage, arbres, fossés, haies, cours d'eau...), les équipements artificiels (clôtures, abris, prises d'eau...), les bâtiments et leur état, le couvert végétal au moment de la prise de bail et les résultats d'une analyse de sol. En cas d'absence d'état des lieux, le locataire est réputé avoir reçu le bien dans l'état où il se trouve au moment où le contrat prend fin.

conclusion de baux de longue durée et de carrière. Ces avantages sont encore augmentés lorsque le bail est conclu avec un preneur jeune.

La réforme adoptée en mai 2019 entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2020 ; exception faite des taux de réduction des droits de succession et des droits de donation qui seront, eux, applicables à partir du 1^{er} janvier 2021.

Afin d'assurer une bonne information du public, la direction de l'Aménagement foncier rural du Service Public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement a édité une brochure portant sur les nouveautés de la réforme de cette matière. Elle est disponible, ainsi que l'ensemble des textes adoptés dans le cadre de la réforme, sur le portail de l'agriculture du Service Public de Wallonie : agriculture.wallonie.be/bail-a-ferme

4

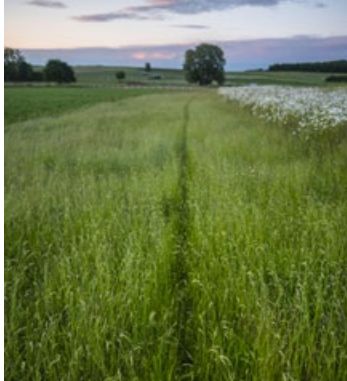
ÉCHANGE, CESSIION ET SOUS LOCATION

Il est toujours possible que, pour des raisons de convenance professionnelle, des agriculteurs procèdent à l'échange de parcelles sous couvert de bail à ferme. Cet échange doit cependant être expressément notifié aux propriétaires des biens au préalable. Quant aux sous-locations et aux cessions hors du cadre familial, elles restent expressément interdites par la nouvelle loi, sauf autorisation écrite et préalable du propriétaire. La réforme introduit même une sanction lourde en cas de sous-location ou de cession mise en œuvre sans l'accord du propriétaire. Ainsi, une cession ou une sous-location non-autorisée peut conduire à la fin du bail. Le régime particulier de la cession privilégiée est maintenu, mais assorti de nouvelles conditions. Une cession privilégiée devait déjà avoir lieu au profit d'un descendant du bailleur et lui être notifiée dans les trois mois de sa mise en œuvre. À partir de l'entrée en vigueur de la réforme du bail à ferme, le bénéficiaire de la cession privilégiée devra être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat agricole ou justifier d'une expérience probante. De plus, si le bailleur souhaite vendre le bien et le notifie à son preneur, aucune cession privilégiée ne pourra avoir lieu dans les neuf mois qui suivent cette notification.

5

PRENEURS PENSIONNÉS

La réforme met fin aux abus possibles en la matière. Un agriculteur bénéficiant d'un bail à ferme ne peut plus faire valoir un droit de préemption s'il est âgé de plus de 67 ans, qu'il bénéficie d'une pension de retraite et qu'il est sans repreneur. Moyennant le respect de conditions similaires, un bailleur peut aussi donner « congé » à un preneur pensionné.



6

CONGÉ POUR VENDRE

Un « congé » est également possible, toujours sous conditions strictes, lorsque le bailleur souhaite vendre son bien. Cette disposition concernera une surface de maximum deux hectares ou de 10 % d'une parcelle d'un seul tenant louée par le propriétaire au preneur. Il s'agit en réalité de permettre au bailleur de récupérer son terrain pour le mettre en vente libre d'occupation.

7

MESURES FISCALES

Des dispositions fiscales sont prévues pour favoriser les baux de longue durée. Ainsi, le propriétaire peut bénéficier d'une réduction sur les droits de succession ou de donation dus sur les terres visées par un contrat de bail à ferme de longue durée ou de carrière. La réduction est encore majorée si le bail est passé avec un preneur ayant 35 ans ou moins lors de la conclusion du bail. Ces dispositions entreront en vigueur en janvier 2021.

8

ENVIRONNEMENT

Quel que soit le type de bail en voie de conclusion, les parties peuvent prévoir des clauses additionnelles visant à éviter l'érosion des sols et à maintenir les éléments topographiques. Les pouvoirs publics et certaines organisations environnementales ont également le loisir d'ajouter des clauses environnementales afin, par exemple, d'encadrer l'usage de produits phytosanitaires ou de maintenir une prairie permanente.

9

PROPRIÉTAIRES PUBLICS

La procédure de mise en location des biens ruraux appartenant à des propriétaires publics (Région, communes, CPAS, fabriques d'églises, ...) est éclaircie et simplifiée. Pour faciliter le travail des pouvoirs locaux, des critères d'exclusion (diplôme ou expérience, absence de dette publique et d'infraction environnementale et superficie de l'exploitation) et d'attribution (âge du soumissionnaire, proximité et taille de l'exploitation) sont prévus. Le bailleur public pourra ajouter des critères spécifiques, dont la pondération par rapport aux critères imposés est prévue. Un cahier des charges type a été adopté dans le cadre de la réforme pour faciliter l'action des pouvoirs locaux.

10

PÉRIODE TRANSITOIRE

Les baux oraux actuels bénéficient d'une période de transition : à dater du 1^{er} janvier 2020, les parties disposeront d'un délai de cinq ans pour faire passer leurs baux à l'écrit. Si cela n'a pas été fait, passé ce délai, les baux oraux existants pourront encore bénéficier de deux renouvellements de neuf ans à partir de 2020.



« LE NOUVEAU BAIL À FERME, C'EST PLUS DE TRANSPARENCE ET PLUS D'ÉQUILIBRE »



Au départ, il y a ce mastodonte dont on ose à peine changer une virgule. À l'arrivée, il y un texte susceptible de favoriser la remise sur le marché locatif de terres agricoles. Entre les deux, il y a des années de concertation, sous l'égide de l'ancien ministre de l'Agriculture Monsieur René Collin. Au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Julie Bellière et Marc Thirion, respectivement juriste et directeur à la direction de l'Aménagement foncier rural, ont participé de près à la conception et à l'accouchement du décret refondant le bail à ferme. Ils en dressent les contours.

En quoi la loi de 1969 sur le bail à ferme ne remplissait-elle plus son rôle ?

La dernière modification de ce texte datait de 1988, soit plus de trente ans ! C'est en tout cas énorme au regard de l'évolution de la société et du monde agricole. À l'origine, la loi était, logiquement, assez protectrice à l'égard des exploitants. Le législateur s'était posé en protecteur de l'agriculture familiale dont la fonction était avant tout nourricière. Ensuite, les juges ont très souvent suivi ce principe et ont créé une jurisprudence favorable au locataire. Le tout a généré des déséquilibres importants entre bailleurs et preneurs. Les effets pervers ont suivi : concentration des terres dans les grosses exploitations,

accès à la terre compliqué pour les jeunes agriculteurs... La Fédération wallonne de l'Agriculture présentait récemment des graphiques montrant le fossé entre les générations : dans le secteur, les 50-60 ans représentent 35 % des exploitants alors que les moins de 30 ans ne représentent que 2 %. Ça illustre la vraie difficulté pour les jeunes à s'installer en agriculture.

Quel est le principal défaut de l'ancienne législation ?

Le caractère perpétuel du bail. Dans le cadre d'un bail « classique », la plupart des situations actuelles offrent très peu de moyens pour sortir du bail à ferme, y compris lorsque le preneur n'est plus en activité. Pour les jeunes, il est souvent

nécessaire de passer par une sous-location pour avoir accès à la terre. Au fil d'échanges et de sous-locations suivies elles-mêmes d'échanges... certains propriétaires ne savent plus à qui ils louent leurs biens. En fait, les dérives autour du bail à ferme ont créé des situations particulièrement complexes dans lesquelles il est difficile d'intervenir.

Le nouveau texte est donc plus favorable aux propriétaires ?

Le nouveau texte veut recréer un équilibre entre bailleur et preneur. L'idée ici c'est de redonner confiance aux propriétaires, de les placer dans des meilleures conditions afin qu'ils aient envie de remettre leurs terres à disposition des agriculteurs. Ce fut un travail délicat parce qu'il fallait aussi garder en tête que la terre est l'outil de travail de l'agriculteur. L'objectif est double : remettre sur le marché des terres qui ne sont plus don-

Code wallon de l'Agriculture : en plus de collationner les ventes de biens, l'Observatoire du foncier agricole devra être informé d'autres opérations sur les biens ruraux, telles que les donations et les échanges, mais également de l'existence des baux à ferme et des états des lieux qui y seront attachés. Sur cette base, l'administration aura la possibilité de dégager les tendances portant sur la valeur de la terre en fonction des régions agricoles ou de l'état locatif, par exemple. L'Observatoire du foncier agricole deviendra alors encore plus un outil de monitoring et d'aide à la décision politique (NDLR : lire à ce sujet l'article complet en page 9).

Un commentaire sur l'intérêt environnemental de la nouvelle législation ?

Les discussions autour de clauses environnementales entre les représentants des propriétaires et des locataires ont été riches et animées. Imposer ce type de clause était interdit jusqu'à présent. À l'avenir, le texte ouvre la porte. Pour tous les bailleurs, il sera dorénavant possible de prévoir des dispositions pour lutter contre l'érosion et pour protéger la trame verte (les éléments topographiques présents comme les haies, les bocages...). Certains propriétaires pourront également aller plus loin dans les clauses environnementales, en particulier dans des zones spécifiques (zones de captage d'eau de distribution ou zones à haut intérêt biologique). Les propriétaires concernés sont les pouvoirs publics (communes, Région, CPAS, ...), les gestionnaires du réseau de distribution d'eau et certaines organisations environnementales. Ce régime d'exception vient en fait compléter des législations existantes. Il importe de rappeler que ce compromis résulte d'une longue concertation avec les acteurs de terrain et que, comme tout bon compromis, il ne répond pas à toutes les attentes de chacune des parties.

Quelques mots pour résumer le nouveau texte ?

Transparence et équilibre !

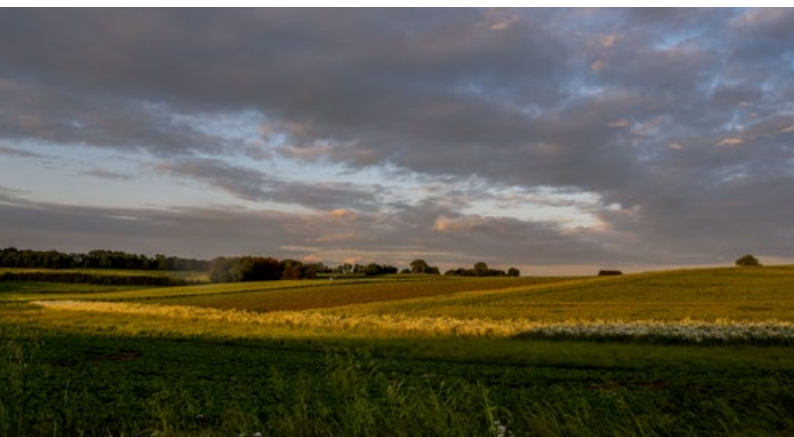
Même lorsque le propriétaire veut exploiter lui-même son bien ?

La solution de « congé pour exploitation personnelle » donné par le bailleur au preneur est à peu près la seule possibilité pour pouvoir récupérer un bien, mais elle est assortie de conditions strictes. Par exemple, l'activité nouvelle doit être prépondérante, donc pour un exploitant à titre accessoire ce n'est pas évident. Autre raison parfois invoquée : le changement de statut de la terre de « zone agricole » à « zone à bâtir », mais chacun sait que cette situation est très rare. En fait, ceux qui n'ont pas cette qualité d'exploitant agricole se retrouvent prisonniers de baux perpétuels, tout en sachant qu'une terre grevée d'un bail à ferme n'a pas la même valeur à la vente qu'une terre libre de contrat.

nées en location tout en assouplissant les conditions dans lesquelles le propriétaire peut en retrouver la jouissance. Nous pensons, juste pour exemple, au bailleur qui cherche à vendre un bien sous bail à ferme pour résoudre un problème financier ou au propriétaire qui a envie de soutenir un jeune agriculteur en lui confiant son outil de production.

Au passage, la nouvelle loi permettra de créer une image plus correcte du foncier wallon ?

Il existe, depuis trois ans, un Observatoire du foncier agricole wallon. Il s'agit d'une base de données gérée au sein du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, par la direction de l'Aménagement foncier rural. Celui-ci récolte des informations sur les prix de vente des biens agricoles. Cet Observatoire est actuellement alimenté par le notariat. Concomitamment à la réforme du bail à ferme, le législateur a révisé des arrêtés d'exécution du



L'OBSERVATOIRE DU FONCIER AGRICOLE ÉTEND SON CHAMP D'ACTION

Comment gérer intelligemment la ressource wallonne en terres agricoles ? Comment la gérer, surtout, en sachant que cette ressource n'est pas (ou si peu) extensible ? Que de surcroît elle est mise sous pression par l'avènement d'aménagements routiers, la concrétisation de projets immobiliers et les spéculateurs ? L'Observatoire du foncier agricole constitue une réponse récente à ces interrogations.

Combien d'hectares vendus ? À quel prix ? Dans quelles conditions ? Jusqu'il y a peu, celui qui voulait répondre à ces questions se heurtait à de nombreuses difficultés. Et les données qu'il pouvait collecter étaient souvent frappées du sceau de l'approximation. « Ce manque de références était préjudiciable aux acteurs du secteur, qu'ils soient publics ou privés », constate Nathalie Sondag, attachée à la direction de l'Aménagement foncier rural du Service public de Wallonie. Aussi, sous les précédentes législatures, les gouvernements ont pris des dispositions légales pour résoudre ce problème, à commencer par l'adoption du Code wallon de l'Agriculture qui a officiellement institué des outils en matière de politique foncière. Il s'agit en fait de veiller à conserver les surfaces existantes et de mieux contrôler la spéculation foncière.

UN OBSERVATOIRE, DEUX OBJECTIFS

Conséquence directe de ces dispositions, la Wallonie a créé au 1^{er} janvier 2017 un Observatoire du foncier agricole et en a confié la gestion à la direction de l'Aménagement foncier rural (DAFoR). L'Observatoire du foncier agricole poursuit donc deux objectifs principaux : d'abord un objectif de « connaissance » du marché : volumes des transactions, prix pratiqués, identité des acteurs, utilisation des sols, occupation du territoire, ... ensuite, un objectif « d'aide à la décision » politique :

permettre, à la lumière des données collectées, d'orienter l'intervention publique en matière de politique foncière.

COMMENT ÇA MARCHE ?

La gestion de l'Observatoire du foncier agricole est liée à une obligation légale : un notaire a désormais le devoir de transmettre à l'autorité wallonne les éléments d'une vente de parcelles ou de bâtiments agricoles. Cette transmission se pratique par le biais du portail spécifique « E-Notariat » de la Fédération royale des notaires. L'obligation de transmission porte sur l'identification de l'étude notariale de référence dans la vente (dite « expéditrice »), l'identité du vendeur, l'identité de l'acquéreur, le détail de la vente (prix, surface...) ainsi que l'identification cadastrale et régionale de chaque parcelle concernée. Sur la base de ces informations, l'Observatoire du foncier agricole établit chaque année un rapport sur la situation foncière (lire l'encadré « en chiffres » et les tableaux).

DU CHANGEMENT DÈS 2020

De nouvelles dispositions légales ont été prises pour étendre les compétences de l'Observatoire du foncier agricole. En vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, l'outil officiel archivera aussi, dès le 1^{er} janvier 2020, les données liées aux acquisitions, échanges, donations en pleine propriété et apports en société. Toujours à partir de 2020, à la faveur de la nouvelle législation sur le bail à ferme, les baux écrits (c'est leur forme obligatoire désormais) et leur état des lieux devront être notifiés à l'Observatoire du foncier agricole. « La collecte de ces données permettra d'avoir une meilleure vision de la situation locative et en propriété des terres agricoles en Wallonie », ajoute Nathalie Sondag.

EN CHIFFRES

Les données collectées au cours des années 2017 et 2018 ont permis de tirer les premières analyses sur la base de facteurs comme le caractère bâti ou non bâti du terrain, l'affectation au plan de secteur, la région agricole, l'occupation du bien et le type d'acquéreur. Ce sont les principaux enseignements au départ des biens ne comportant aucune parcelle cadastrale bâtie, soit 1348 ventes en 2018.

On constate ainsi des différences fondamentales entre les régions agricoles wallonnes. C'est la Fagne et la région limoneuse qui caracolent en tête des statistiques de prix avec environ 35 000 euros l'hectare. Les terres agricoles y sont un tiers plus chères que la moyenne wallonne.

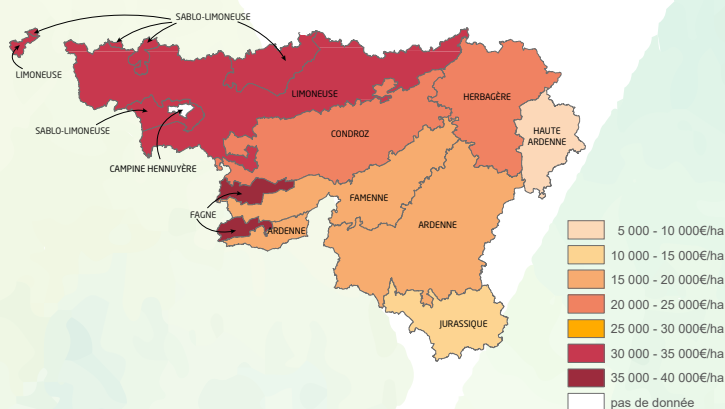
À l'inverse, la région jurassique tout au sud du pays et la Haute Ardenne occupent le bas du tableau. Dans cette dernière, le prix moyen de 9 772 euros l'hectare est 62 % moins cher que la moyenne wallonne.

On note également que, à l'échelle de la Wallonie, le prix moyen des terres arables est 1,7 fois supérieur à celui des prairies permanentes.

On note enfin que la valeur des biens immobiliers agricoles non bâtis varie sensiblement en fonction de son statut locatif : 38 332 euros l'hectare pour un bien sans bail à ferme contre 28 531 euros pour un bien sous régime du bail à ferme, soit une différence de 35 % !

Prix de vente moyen par région agricole des biens immobiliers agricoles non bâtis entièrement situés en zone agricole (2018)

| Région agricole | Nombre de ventes | Superficie totale (ha) | Prix moyen (€/ha) |
|------------------------|------------------|------------------------|-------------------|
| Ardenne | 158 | 384 | 13 937 |
| Campine hennuyère | - | - | - |
| Condroz | 164 | 655 | 24 731 |
| Fagne | 23 | 49 | 36 291 |
| Famenne | 100 | 309 | 16 308 |
| Haute Ardenne | 54 | 86 | 9 772 |
| Herbagère | 132 | 310 | 23 883 |
| Jurassique | 74 | 225 | 13 572 |
| Limoneuse | 599 | 1 385 | 34 596 |
| Sablo-limoneuse | 78 | 193 | 30 728 |
| Région Wallonne | 1 382 | 3 596 | 26 002 |

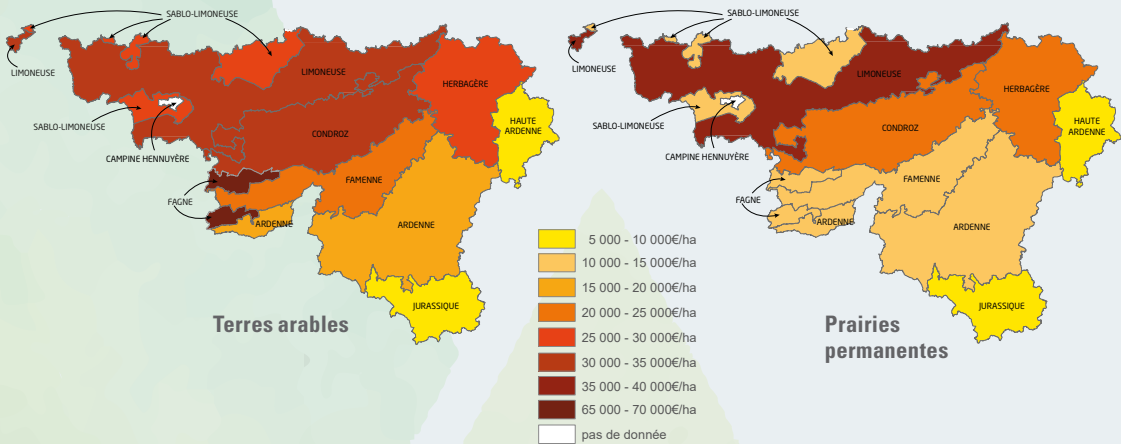
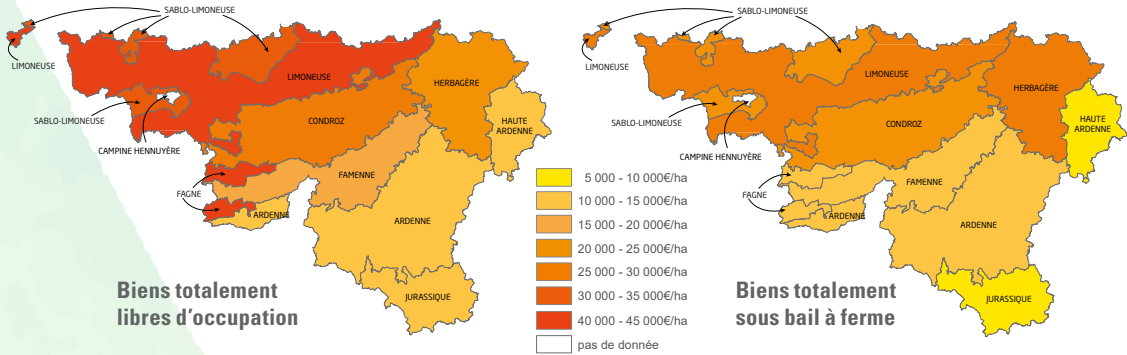


Prix de vente moyen par région agricole des biens immobiliers agricoles non bâtis entièrement situés en zone agricole suivant la déclaration au SIGeC (2018)

| Région agricole | Nombre de ventes | | Superficie totale (ha) | | Prix moyen (€/ha) | |
|------------------------|------------------|----------------------|------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| | Terres arables | Prairies permanentes | Terres arables | Prairies permanentes | Terres arables | Prairies permanentes |
| Ardenne | 28 | 60 | 84 | 186 | 16 278 | 13 176 |
| Campine hennuyère | - | - | - | - | - | - |
| Condroz | 59 | 27 | 273 | 44 | 31 457 | 22 144 |
| Fagne | 3 | 5 | 12 | 11 | 66 904 | 14 513 |
| Famenne | 23 | 32 | 66 | 126 | 20 282 | 12 927 |
| Haute Ardenne | 6 | 33 | 15 | 50 | 9 971 | 9 485 |
| Herbagère | 15 | 54 | 46 | 132 | 25 955 | 21 150 |
| Jurassique | 16 | 17 | 24 | 60 | 9 721 | 8 391 |
| Limoneuse | 375 | 61 | 836 | 104 | 34 697 | 37 573 |
| Sablo-limoneuse | 49 | 8 | 161 | 8 | 27 248 | 14 578 |
| Région Wallonne | 574 | 297 | 1 517 | 721 | 31 025 | 18 041 |

Prix de vente moyen par région agricole des biens immobiliers agricoles non bâtis entièrement situés en zone agricole selon l'occupation du bien (2018)

| Région agricole | Biens totalement libres d'occupation | | | Biens totalement sous bail à ferme | | | Différence de prix moyen entre les ventes de biens libres d'occupation et les ventes de biens sous bail à ferme (%) |
|-------------------|--------------------------------------|------------------------|-------------------|------------------------------------|------------------------|-------------------|---|
| | Nombre de ventes | Superficie totale (ha) | Prix moyen (€/ha) | Nombre de ventes | Superficie totale (ha) | Prix moyen (€/ha) | |
| Ardenne | 112 | 262 | 14 986 | 41 | 102 | 11 491- | 23% |
| Campine hennuyère | - | - | - | - | - | - | - |
| Condroz | 113 | 422 | 26 259 | 49 | 208 | 22 840 | -13% |
| Fagne | 17 | 39 | 42 749 | 5 | 8 | 10 168 | -86% |
| Famenne | 62 | 198 | 17 767 | 32 | 74 | 12 934 | -27% |
| Haute Ardenne | 24 | 34 | 10 382 | 30 | 52 | 9 370 | -10% |
| Herbagère | 93 | 201 | 23 158 | 39 | 110 | 25 211 | 9% |
| Jurassique | 51 | 139 | 14 106 | 19 | 63 | 9 052 | -36% |
| Limoneuse | 300 | 680 | 41 243 | 290 | 685 | 28 345 | -31% |
| Sablo-limoneuse | 48 | 153 | 33 038 | 29 | 38 | 22 547 | -32% |
| Région wallonne | 820 | 2 128 | 28 317 | 534 | 1 340 | 23 172 | -18% |





L'AMÉNAGEMENT FONCIER

OUTIL D'AMÉNAGEMENT DURABLE

Les remembrements agricoles appartiennent désormais à l'histoire ancienne. On leur a substitué une politique « d'aménagement foncier ». À la réorganisation du parcellaire, s'ajoutent désormais des mesures intégrant biodiversité, tourisme, protection du patrimoine naturel...

Les plus de quarante ans se souviennent sous doute des « célèbres » remembrements agricoles qui ont animé les campagnes dans les années 1970 et 1980. Il s'agissait, au terme de discussions parfois épiques, de rendre plus homogènes, au regard des contraintes d'exploitation, les terres agricoles. À l'époque, on échangeait, on regroupait... pour créer de vastes ensembles cohérents plus facilement mécanisables. Dans le même temps, on a parfois arraché les haies qui étaient autant d'obstacles à l'assemblage de parcelles et au passage des machines,

on a raboté des talus, on a agrandi les parcelles... Et on a bétonné les chemins pour faciliter la circulation locale. C'était une autre époque...

Nous sommes désormais dans une nouvelle ère, celle où l'on concilie les différents usages d'un territoire rural soumis à de nombreuses pressions. On ne parle plus de « remembrement » mais bien « d'aménagement foncier ». Cet outil apporte une réponse aux défis du moment – production agricole et contingences environnementales – et permet de définir un projet commun à tous les acteurs ruraux.

C'est le nouveau Code wallon de l'Agriculture qui, en 2014, a été l'occasion de remettre les principes d'aménagement rural en cohérence avec les enjeux contemporains. Pour mémoire, ce Code « encourage le maintien d'une agriculture familiale, à taille humaine, rentable, pourvoyeuse d'emplois, et l'évolution vers une agriculture écologiquement

intensive », le tout pour « préserver la diversité et la multifonctionnalité de son agriculture et assurer son développement durable ».

Les visées essentiellement agricoles des remembrements des années 1970 et 1980 font place désormais à une approche multifonctionnelle du territoire rural incluant la biodiversité, la mobilité douce, la lutte contre l'érosion, la préservation de l'eau... « On est passé, explique Yvan Brahic, attaché qualifié à la direction de l'Aménagement foncier rural du SPW, à une vision beaucoup plus intégrée de l'espace agricole, formalisée dans les changements de législation ».

Aujourd'hui, officiellement, l'aménagement foncier est une procédure légale fondée sur l'intérêt général qui se déroule au sein d'un périmètre strictement délimité (le périmètre d'aménagement foncier). Ce sont donc les articles D.266 à D.352 du Code wallon de

l'Agriculture qui en définissent le mode opératoire. En termes plus didactiques, on dira que c'est une opération qui vise à définir de manière concertée un projet d'aménagement d'une zone agricole en fonction des attentes locales. Pour cela, l'aménagement foncier s'appuie sur la participation des gens du cru ainsi que sur un plan de paysage ou une étude des services écosystémiques.

« Désormais on travaille en prenant en compte tous les facteurs, et on associe tous les usagers de l'espace agricole : agriculteurs bien sûr, mais aussi habitants, propriétaires, communes, ASBL locales, poursuit Yvan Brahic. On n'est plus seulement orienté vers la réorganisation du parcellaire agricole, même si cela reste un objectif fort. On tient compte de différents facteurs pour proposer des solutions qui fassent consensus. Celles-ci sont construites avec les acteurs locaux et les structures de référence telles que le département de la Nature et des Forêts, la direction des Cours d'eau non navigables, les ASBL Natagriwal ou Protect'eau... »

Pour l'heure, deux nouvelles opérations d'aménagement foncier sont en cours en Wallonie : l'une à Rouvroy, dans le sud de la province de Luxembourg, en zone d'élevage, et l'autre, à cheval, sur les communes d'Eghezée, de Fernelmont et de Wasseiges. Ce projet, baptisé « Soile et affluents », concerne ici une vaste zone de culture. **Les deux projets d'aménagements fonciers sont toujours en phase d'étude ; ils seront soumis très prochainement au nouveau Gouvernement wallon pour approbation.**

Quoi qu'il en soit, ces deux territoires très différents ont leurs spécificités propres qui nécessitent des aménagements adaptés (lire encadré ci-contre).

« Auparavant, les solutions apportées étaient un peu standardisées, aujourd'hui c'est vraiment du sur-mesure qui est mis en œuvre pour améliorer la vie des ruraux ».



LES NOUVEAUX PROJETS D'AMÉNAGEMENT FONCIER

LE PROJET « SOILE ET AFFLUENTS »

Cet aménagement foncier couvre 1 482 ha en zone de grandes cultures. Il s'appuie sur une étude des services écosystémiques et la consultation des acteurs locaux. Érosion, mobilité et biodiversité en sont les maîtres-mots. Il s'agit notamment d'aménager les bords de la Soile, de restaurer des frayères, de financer un gros volet mobilité douce via des chemins privilégiés pour piétons, cyclistes et cavaliers et naturellement de favoriser les mesures agro-environnementales et climatiques en concertation avec les agriculteurs. Concrètement, cela se traduit par des voiries « bi-bandes » pour agriculteurs, riverains, cyclistes, piétons et cavaliers, la plantation de haies, la création de fascines de paille ou de fossés d'infiltration enherbés pour lutter contre les coulées de boue, la construction de passages à gué pour les piétons et le bétail, la restauration de caches à poissons via l'enrochement partiel des berges de la Soile, ainsi que la mise en valeur du patrimoine historique (tombes de Seron).

LE PROJET « ROUVROY »

Cet aménagement foncier situé en Gaume concerne 448 hectares. Dans cette région riche de paysages de qualité, biodiversité, agriculture et tourisme sont intimement liés. Le projet a été construit à partir d'un plan de paysage participatif qui imagine le territoire pour les quinze années à venir. Agriculteurs, habitants, commune et administrations ont apporté leur précieuse pierre à l'édifice. Une étude complémentaire relative au petit rhinolophe a permis de localiser des plantations propices au déplacement de cette chauve-souris. Au programme de cet aménagement foncier figure un aspect « biodiversité » important via la plantation de haies, de vergers et la restauration de pelouses calcicoles... La « mobilité » constitue un autre aspect essentiel avec la construction de pistes cyclables, de voiries rurales ainsi que la création d'un contournement du village de Torgny au bénéfice de la quiétude des riverains. L'impact des travaux sur l'environnement sera limité via le recours, pour la première fois en Wallonie, à la norme « génie écologique » et à l'intervention d'un « coordinateur biodiversité ».

Une nouvelle législation, en vigueur depuis septembre 2019, impose un couvert végétal permanent sur la bande de protection de six mètres de part et d'autre des cours d'eau. Explications.



D'UNE CRÊTE DE BERGE À L'AUTRE, C'EST PROTÉGÉ DÉSORMAIS...

Cours d'eau non classé, cours d'eau navigable, cours d'eau non navigable, catégorie, ... Pas toujours facile de connaître le statut réel de l'écoulement d'eau dont on est en présence. Le géoportail de la Wallonie est pourtant un outil précieux en la matière et répondra à toute question <http://geoportail.wallonie.be/> Chercher l'onglet « réseau hydrographique wallon » et indiquer sa localité pour plus de précisions.

Depuis de nombreuses années, des mesures légales sont prises dans les zones agricoles pour protéger les cours d'eau de certaines sources de pollution. C'est ainsi qu'un arrêté royal du 5 août 1970 impose la pose de clôtures sur les terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâtures, l'objectif étant d'éviter de voir le bétail souiller ces eaux de surface par ses déjections. Il faut cependant noter que, à l'époque, des dérogations ont été octroyées par arrêtés royaux pour soustraire le territoire de certaines anciennes communes à l'obligation de clôturer les terres servant de pâtures au bétail. Ces dérogations ont été progressivement levées, notamment à partir de 2013, et le seront totalement pour le 1^{er} janvier 2023.

Cela concerne évidemment les prairies pâturées ; pour toutes les terres

agricoles, cultures ou prairies, une bande tampon de six mètres sans fertilisants existe depuis 1999 et sans pesticides depuis 2015.

Plus récemment, le 2 mai 2019, un nouveau texte a été adopté pour protéger davantage encore les ressources en eaux, dont les cours d'eau. Dorénavant, il est obligatoire de maintenir un couvert végétal permanent composé de végétation ligneuse ou herbacée sur ces bandes de six mètres le long des cours d'eau situés en zone de culture (excepté des résineux). Ce nouveau texte concerne les terres arables et est bien entendu sans objet pour les prairies permanentes.

À partir de quel point calcule-t-on cette bande ? À partir de la crête de berge ! Pour comprendre la règle en vigueur, il faut intégrer quelques définitions.

- Le « **cours d'eau** » d'abord, soit une surface du territoire qui est occupée par des eaux naturelles s'écoulant de façon continue ou intermittente dans le lit mineur, à l'exclusion des fossés d'écoulement des eaux de ruissellement ou de drainage.
- La « **berge** » ensuite, soit le talus situé de part et d'autre du cours d'eau, limité vers l'intérieur des terres par la crête de berge.
- La « **crête de berge** » enfin, soit la ligne reliant les points au-delà desquels les eaux débordent en dehors du lit mineur à l'occasion des crues.

Cette dernière notion est primordiale, car c'est bien à partir de la crête de berge que doit être mesurée cette bande de six mètres. Pour l'heure, il n'existe pas de cartographie précise pour encadrer cette notion mais la direction des Cours d'eau non navigables du SPW y travaille. Dans l'attente, on se référera à l'atlas des cours d'eau (http://geoapps.wallonie.be/Cigale/Public/#CTX=ATLAS_CENN) qui présente le linéaire des rivières.

La question qui ressort est la mise en pratique lors du travail au champ. Comment déterminer la crête de berge ? La limite du cours d'eau est placée à la crête de berge de celui-ci. Dans la majorité des cas, cette crête de berge est placée à l'endroit de la rupture de pente.

En cas d'absence de rupture de pente, la limite est définie par la présence de végétation ripicole. Il s'agit d'une végétation spécifique, qui s'implante sur la berge suite aux variations périodiques du niveau d'eau (voir flèches rouges ci-après).

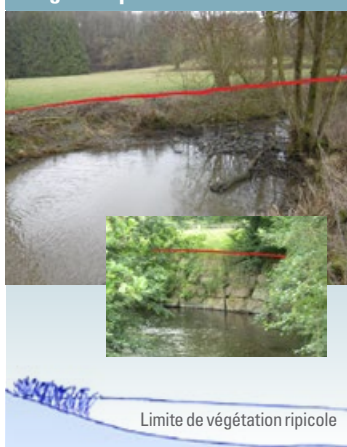
Si la berge est droite et qu'il n'y a pas de végétation ripicole, la limite se situe à la berge.

S'il n'y a pas de végétation ripicole (spécifique des berges) clairement identifiable, la limite est celle où il n'y a pas de présence d'eau et où un semoir classique (pas un semoir du type « à la

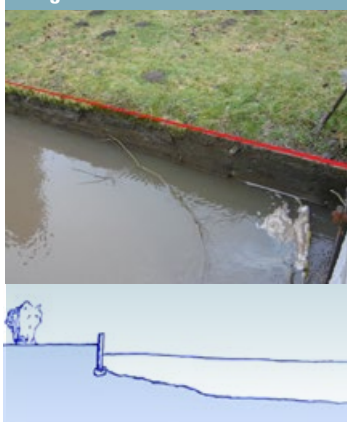
Berges talutées



Berges en pente douce



Berges droites



volée») pourrait encore être utilisé pour installer une culture classique dans des conditions normales de sol et de pente (le contrôleur tiendra donc compte et de la pente et de la portance du sol tout en excluant toujours le lit du cours d'eau).

Cette nouvelle législation est d'application depuis le 1^{er} septembre 2019 mais une période transitoire est prévue jusqu'en 2023, période que les propriétaires ou locataires doivent mettre progressivement à profit pour se conformer aux nouvelles règles.

Dans ce contexte, il est utile de préciser les obligations légales découlant du texte : l'agriculteur doit se renseigner pour connaître le statut de l'écoulement d'eau sur son terrain. Exemple : un petit cours d'eau peut simplement avoir un statut de fossé et dans ce cas, le texte n'est pas applicable.

Pour les cours d'eau non navigables, toute dérogation visant à libérer l'obligation de clôture des berges est interdite. En d'autres termes, le bétail ne peut plus avoir accès au cours d'eau.

Sur les terres de culture, l'obligation d'enherbement sur une bande de six mètres est d'application mais la clôture est facultative.

Pour rappel, les engrais ne peuvent être épandus à moins de six mètres des cours d'eau tandis que pour les produits phytosanitaires, cela dépend du produit utilisé, avec un minimum de six mètres également. Par contre, l'entretien (fauchage, ...) est autorisé.

« L'OBJECTIF, ON L'AURA COMPRIS, EST DE PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU »

Dr ir Sébastien Gailliez,
responsable de la cellule Etudes
à la direction des Cours d'eau non
navigables du SPW

MIEUX VIVRE ENSEMBLE MALGRÉ LES PRODUITS PHYTO-SANITAIRES

La Wallonie s'est associée à treize organisations et services publics pour prévenir les conflits liés à l'usage de produits phytosanitaires.

Jardins privés, potagers, vergers, cours d'école... En agriculture, on n'est jamais très loin d'un bien privé, ni très loin d'un potentiel conflit de voisinage avec un citoyen lambda, particulièrement quand, comme l'immense majorité des exploitants, on fait usage de produits phytopharmaceutiques. Évidemment, sur ces questions, on est parfois dans l'excès de part et d'autre mais, quoiqu'il en soit, le débat existe.

C'est pour éviter de laisser ce débat en l'état que la Wallonie a lancé le « Collectif Référentiel Phyto », mettant en lien un ensemble d'organisations et services publics préoccupés par l'amélioration du « vivre ensemble » dans les régions agricoles⁽¹⁾. Ensemble, ils ont défini un référentiel de 17 actions qui peuvent être prises à l'échelle locale. Il s'agit, expliquent les initiateurs, de « structurer la prise d'engagements volontaires dans un dialogue construit et apaisé plutôt que dans des débats souvent trop passionnés ». Le Collectif est également convaincu que des engagements concrets en la matière ne pourront être pris qu'à l'échelle locale. Il teste le processus sur une dizaine de communes pilotes⁽²⁾. Ainsi, les engagements sont pris entre producteurs et riverains, sous l'impulsion et accompagnés par les autorités locales.

17 ACTIONS CLÉS POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Privilégier la concertation entre riverains et agriculteurs

1. Initier le dialogue
2. Organiser des rencontres pour faciliter les relations
3. Alimenter le dialogue local par de l'information
4. Rédiger un document consignait les engagements pris
5. Échanger les informations pour l'organisation des travaux de pulvérisation

Ne traiter que lorsque c'est indispensable, raisonner les traitements

6. Mettre en place la lutte intégrée
7. Diminuer l'usage des substances les plus préoccupantes pour la santé et l'environnement
8. S'inscrire dans une démarche continue de réduction du risque

Prendre en compte les conditions atmosphériques

9. Ne pas traiter par vent fort
10. Éviter les heures chaudes et sèches

Mettre en œuvre des mesures anti-dérive

11. Utiliser du matériel anti-dérive
12. Mettre en place des zones tampons ou non traitées
13. Installer des écrans ou barrières physiques

Utiliser le matériel de manière adéquate et avoir des infrastructures adaptées

14. Choisir un matériel adapté
15. Bien régler et entretenir son matériel
16. Manipuler de manière sûre, avant, pendant et après le traitement
17. Réagir en cas d'accident

(1) Il regroupe le Bauernbund, la Fugea, la Fédération Wallonne de l'Agriculture, la Fédération Wallonne Horticole, le Collège des Producteurs, le Comité Régional Phyto, le Centre wallon de Recherches Agronomiques, l'Institut Eco-Conseil, les ASBL Protect'eau et Natagriwal, le SPW Agriculture Ressources Naturelles et Environnement, l'Institut Scientifique de Service Public et, enfin, l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

(2) Onze communes pilotes ont été sélectionnées : Honnelles, Villers-le-Bouillet, Eghezée, Ohey, Chaumont-Gistoux, Gembloux, Ath, Attert, Fernelmont, Héron et Gerpinnes.

La Wallonie a lancé la cellule « Manger demain ». Animatrice, notamment, du « Green deal cantine durable », elle se profile comme une courroie de transmission entre les différents acteurs et veille à préserver une vision globale de la dynamique de transition à l'échelle de la Région.

« MANGER DEMAIN » SE PRÉPARE DÈS AUJOURD'HUI

Des experts en agronomie, en sociologie, en histoire de l'alimentation, en organisation d'événements, en relations publiques, en questions juridiques... Les profils composant la cellule « Manger demain » ne se ressemblent pas tous mais... s'assemblent naturellement.

La cellule « Manger demain », c'est en quelque sorte le bras opérationnel de la stratégie wallonne visant à promouvoir un système agro-alimentaire durable. Une prise de conscience s'opère en effet aujourd'hui : la nécessité de consolider les liens avec les producteurs pour une alimentation consciente et durable, la nécessité aussi de construire de nouveaux ponts entre agriculture et alimentation.

C'est dans ce contexte que l'ASBL SOCOPRO a été mandatée pour élargir ses activités à deux secteurs distincts et complémentaires. Elle chapeaute désormais, d'un côté, le Collège des Producteurs et ses services opérationnels, de l'autre côté,

le futur « Collège wallon de l'alimentation durable » et la cellule « Manger demain ».

Au travers de son équipe opérationnelle, la cellule « Manger Demain » se positionne comme courroie de transmission entre les différents acteurs et veille à garder une vision globale de la dynamique de transition sur l'ensemble de la Wallonie. Elle assurera également la diffusion et la vulgarisation, auprès du grand public, des informations utiles en matière d'alimentation durable.

De manière pratique, la cellule « Manger demain » assure entre autres la coordination du « Green deal cantines durables » (un accord par lequel ses signataires – autorités politiques, facilitateurs et cantines – s'engagent à mener des actions pour des repas collectifs durables). Actuellement, le « Green deal cantines durables » compte 330 signataires, dont une centaine de cantines représentant environ 100 000 repas chauds

servis chaque jour. Un label « Cantines durables » certifiera, après contrôle, que les restaurants collectifs (écoles, hôpitaux, prisons, entreprises...) qui y adhèrent servent une alimentation durable de qualité.

La cellule se chargera également d'animer le Collège wallon de l'Alimentation Durable. « Il s'agit entre autre de permettre aux acteurs de l'alimentation d'échanger et de diffuser les bonnes pratiques émergentes au sein des dynamiques locales en alimentation durable ».

CINQ CHARGÉES DE MISSION TERRITORIALES

En vue d'accompagner les initiatives locales en alimentation durable, une équipe de cinq chargées de missions (une par territoire), est désormais active au sein de la cellule « Manger Demain ». Elles doivent soutenir, sur le territoire qui leur est propre, les dynamiques locales en alimentation durable et la mise en place de « Conseils de politiques alimentaires » (CPA). Ces chargées de missions sont également les interlocutrices privilégiées des signataires du « Green deal cantines durables ».

CONTACTS :

- En Brabant wallon : Gaëlle Van Ingelgem gaelle.vaningelgem@mangerdemain.be ou 0473-278040
- En province de Liège : Louise Balfroid louise.balfroid@mangerdemain.be ou 0476-686689
- En province de Luxembourg : Noémie Vanbelinghen noemie.vanbelinghen@mangerdemain.be ou 0493-274494
- En province de Namur : Elisa Fantinel elisa.fantinel@mangerdemain.be ou 0473-278040
- En province du Hainaut : Catherine Collie catherine.collie@mangerdemain.be ou 0473-756197

BRÈVES

EASY AGRI, POUR TROUVER FACILEMENT SES ANIMAUX DE FERME



À la recherche d'animaux de ferme ? Postez vos annonces sur easy-agri.com

Easy-agri.com est le premier site gratuit de petites annonces d'animaux de ferme. Il permet aux petits éleveurs et aux professionnels de poster leurs recherches et leurs offres d'animaux de production, tels que des moutons, vaches, cochons, poules, chèvres. Pour rappel, depuis le 1^{er} juin 2017, est entrée en vigueur une nouvelle réglementation qui encadre davantage la publicité visant la commercialisation d'espèces animales. En ce qui concerne les animaux de production, la réglementation autorise l'achat et la vente uniquement via les revues et les sites spécialisés.

**www.easy-agri.com –
081 240 430 –
contact@easy-agri.com**

AGRIBEX

Agribex est le plus grand salon professionnel belge couvert pour l'agriculture, l'élevage et les espaces verts. Ce rendez-vous international a évolué au fil des ans pour devenir un événement unique où se rencontrent agriculteurs, entrepreneurs, représentants de l'industrie, autorités, chercheurs et, bien entendu, le grand public.

Il donne l'occasion aux participants de rencontrer des confrères des différents secteurs dans une atmosphère détendue tout en offrant un cadre d'affaires permettant aux uns et aux autres de cibler souhaits, attentes et projets d'achat. Une spécificité d'Agribex est la part prépondérante accordée au secteur des grandes cultures, tant en superficie qu'en nombre d'exposants. En effet, répartis sur six palais du Brussels Expo, plus de 170 exposants actifs dans le secteur agricole sont prêts à vous accueillir sur leurs stands. L'offre couvre tous les aspects de l'agriculture : des tracteurs et chargeurs télescopiques, au matériel pour le travail du sol en passant par les outils pour semis, les pulvérisateurs, l'équipement de drainage et le matériel de récolte. Sans oublier le matériel de fenaison, de conditionnement et de transport.

Autre spécificité : la réunion sous un même toit des deux grands sous-secteurs de l'élevage. D'une part, les animaux (expositions et concours), les herd-books, la génétique et la santé animale ; d'autre part, les fournitures pour l'élevage (construction et équipement d'étables, éleveurs, semences, etc.). Ensemble, ils constituent le « Brussels Livestock Show ».

Agribex propose également une belle offre dans le domaine du jardin et des espaces verts. Toutes les grandes marques de matériel pour les professionnels de jardin sont représentées au salon.

Agribex se tient les 3 (journée professionnelle), 4, 5, 6, 7 et 8 décembre à Brussels Expo. Tickets : 45 euros (prévente) ou 50 euros (sur place) pour la journée professionnelle du 3 décembre ; 15 euros (prévente) ou 17 (sur place) les autres jours.

Détails sur : www.agribex.be/fr

AGR'Eau

Parce qu'il n'est pas toujours facile de s'y retrouver en matière de réglementation et parce qu'en agriculture, le temps est précieux, une quinzaine d'organismes de vulgarisation ont eu ce projet un peu fou de regrouper les différentes législations agricoles ayant trait à l'eau et de les présenter sous une forme pratique et conviviale. Objectif : aider chacun à évoluer vers une agriculture durable et responsable, tout en protégeant nos ressources en eau !

« Agr'Eau, c'est un virage à 180° pour nos organisations ! Dès aujourd'hui, nous ne vous informerons plus, nous répondrons à vos questions ! Là où nous avions toujours à cœur de vous proposer l'information, à présent nous répondons directement à vos questions ! Et c'est vous qui décidez de quelle information vous avez besoin, quand et où vous le voulez », expliquent les initiateurs du projet.

Pour ce faire, ils ont créé un site Internet, un site mobile (consultable sur tablette ou smartphone) ainsi qu'une application pour smartphone pour un accès même en dehors des zones de couverture wifi ou 3G. Le tout est entièrement gratuit. Plus pratiquement, les auteurs ont rassemblé les différentes réglementations agricoles ayant trait à la protection de l'eau autour de huit thématiques : épandage, phytos, cipan, érosion, stockage, bords d'eau, fertilisation et liaison au sol. Le défi : permettre à chacun de trouver la réponse à une question en... maximum quatre clics !

www.agreau.be

 Plus d'actualités et d'événements sur **agriculture.wallonie.be**

PRINTEMPS 2020

| OBJET | JANVIER | FÉVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN |
|--|---------|---------|------|------------------------------------|-------------------------------|------|
| Labour des prairies permanentes | | | | | 31/05 : fin d'autorisation | |
| Labour de la couverture de sol érosion (Conditionnalité) | | | | | | |
| Déclaration de superficie PAC on Web | | | | 30/04 : date limite de déclaration | | |
| Modification de la DS – à la hausse | | | | | 31/05 : fin d'autorisation | |
| – à la baisse | | | | | | |
| Natura 2000 Fauche/pâturage en UG2 et UG3 | | | | | | > 15 |
| Natura 2000 Fauche/pâturage en UG4 | | | | | | |
| MB2 prairie naturelle – engrais de ferme | | | | | | > 15 |
| – fauche/pâturage | | | | | | > 15 |
| MAEC tournière enherbée : fauche | | | | | | |
| Taille des haies | | | | | | |

■ Interdit | ■ Autorisé | ■ Autorisé mais avec certaines restrictions

Calendrier sous réserve de modifications – si besoin, celles-ci seront publiées sur le portail de l'agriculture wallonne agriculture.wallonie.be